

BANCARISATION DE LA PAIE DES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT ET CONSTITUTION DE L'EPARGNE EN TERRITOIRE DE MAHAGI, PROVINCE DE L'ITURI

¹BITANGI BWATUNDA Delphin

¹*Chef de Travaux à l'Institut Supérieur Pédagogique de Mahagi*

Corresponding Author :

To Cite This Article : Delphin, B. B. (2026). BANCARISATION DE LA PAIE DES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT ET CONSTITUTION DE L'EPARGNE EN TERRITOIRE DE MAHAGI, PROVINCE DE L'ITURI. Journal of Advance Research in Business, Management and Accounting (ISSN: 2456-3544), 12(2), 1-7. <https://doi.org/10.61841/nn-bma-12-2-39>

RESUME

Cette étude examine l'incidence de la bancarisation de la paie sur la constitution de l'épargne formelle chez les fonctionnaires de l'Etat dans le territoire de Mahagi, en province de l'Ituri. S'appuyant sur une démarche inductive et une enquête par questionnaire menée auprès de 170 agents entre 2023 et 2025, la recherche analyse les comportements financiers face aux mutations institutionnelles de la chaîne de dépense publique. Le cadre théorique confronte les approches classique, keynésienne et de revenu relatif de Duesenberry pour identifier les déterminants réels de la mise en réserve monétaire dans un contexte post-conflit et transfrontalier.

Les résultats révèlent une perception globalement favorable de la réforme (60,59 % de satisfaction), motivée principalement par la sécurisation des flux salariaux (52,94 %). Toutefois, l'étude souligne un paradoxe structurel : si 59,41 % des enquêtés reconnaissent l'influence positive de l'intermédiation bancaire, l'épargne demeure un résiduel précaire dicté par la loi de Keynes. En effet, 58,23 % des agents identifient le revenu comme le déterminant majeur, alors que 74,12 % jugent leur rémunération dérisoire. Parallèlement, l'inefficacité des taux d'intérêt créditeurs et l'onérosité perçue des services limitent la transformation de cette bancarisation technique en une véritable accumulation de capital financier.

MOTS-CLES : Bancarisation, Épargne formelle, Fonctionnaire, Inclusion financière, Mahagi.

ABSTRACT

This study examines the impact of salary banking (bancarization) on the formation of formal savings among civil servants in the Mahagi territory, Ituri province. Using an inductive approach and a survey conducted with 170 agents between 2023 and 2025, the research analyzes financial behaviors in response to institutional shifts in the public expenditure chain. The theoretical framework contrasts Classical, Keynesian, and Duesenberry's relative income theories to identify the actual determinants of monetary reserves within a post-conflict and cross-border context.

The findings reveal a generally favorable perception of the reform (60.59% satisfaction rate), primarily driven by the securing of salary flows (52.94%). However, the study highlights a structural paradox: while 59.41% of respondents acknowledge the positive influence of banking intermediation, savings remain a precarious residual governed by Keynesian principles. Indeed, 58.23% of agents identify income as the primary determinant, yet 74.12% consider their wages to be derisory. Furthermore, the inefficiency of credit interest rates and the perceived high cost of services hinder the transition from technical banking integration to genuine financial capital accumulation.

Keywords: Bancarization, Formal savings, Civil servant, Financial inclusion, Mahagi.

INTRODUCTION GENERALE

CONTEXTE DE L'ETUDE

Le système financier de la République Démocratique du Congo (RDC) fait face à des contraintes structurelles persistantes qui entravent son positionnement vis-à-vis des places financières émergentes du continent africain. Dans cette architecture, les institutions bancaires constituent le pivot de la stabilité financière ; leur dynamisme est le catalyseur essentiel de l'allocation efficiente des ressources et de l'accès des agents économiques aux mécanismes de financement (Mukundi, 2022). Toutefois, le secteur bancaire congolais demeure caractérisé par une atrophie de l'intermédiation financière et un déficit chronique d'inclusion (Mukundi, 2018). Cette marginalisation financière d'une frange importante de la population est exacerbée par l'asymétrie géographique des guichets, l'exigence rigide de garanties collatérales et l'onérosité de la tarification des services bancaires.

Sous l'impulsion des réformes des finances publiques initiées depuis plus d'une décennie, le gouvernement congolais a entrepris une modernisation de la chaîne de dépense, matérialisée par la bancarisation de la paie des fonctionnaires de l'Etat. Cette mutation institutionnelle vise prioritairement l'optimisation de la gestion budgétaire, la maîtrise de la masse salariale et l'assainissement du fichier des effectifs par l'éviction des agents fictifs. Néanmoins, dans les zones transfrontalières de l'Est, singulièrement dans le territoire de Mahagi, l'impact de cette réforme sur l'inclusion financière et la mobilisation de l'épargne formelle reste mitigé. Les pesanteurs infrastructurales et socio-économiques y entretiennent une prédominance de l'informalité financière, limitant ainsi la transmission des impulsions bancaires vers l'économie locale.

PROBLEMATIQUE ET QUESTIONS DE RECHERCHE

L'ambition nationale, portée par la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) de 2023, projette de porter le taux d'inclusion de 38 % en 2022 à 68 % à l'horizon 2028 (Nzoimbengene et al., 2025). Cette vision s'inscrit dans un cadre macroéconomique visant la consolidation de la stabilité du système financier (Nzoimbengene, 2025). Paradoxalement, dans le territoire de Mahagi, la transition vers la bancarisation se heurte à la modicité du revenu disponible, laquelle hypothèque la capacité de formation de l'épargne. Si l'intermédiation bancaire est théoriquement le levier de l'investissement, la réalité empirique du fonctionnaire à Mahagi interroge sur l'efficacité de ce canal de transmission.

Dès lors, la question centrale de cette recherche se formule ainsi : Quelle est l'incidence de la bancarisation de la paie sur les déterminants de l'épargne formelle chez les fonctionnaires de l'État dans le territoire de Mahagi ?

De manière subsidiaire, il s'agit d'analyser :

1. Comment les comportements d'épargne s'articulent-ils autour des postulats classiques, keynésiens et de Duesenberry dans ce contexte spécifique ?
2. Quels sont les vecteurs par lesquels la bancarisation influence le niveau des dépôts formels dans une économie à faible culture bancaire ?

HYPOTHESES DE RECHERCHE

En réponse à ces interrogations, l'étude postule que la bancarisation exerce une influence positive sur la constitution de l'épargne formelle à Mahagi, bien que modulée par des variables hétérogènes. Cette dynamique serait tributaire du niveau de revenu (approche keynésienne), de la sensibilité aux taux d'intérêt créditeurs (approche classique) et des effets d'imitation ou de l'environnement socio-économique (approche de Duesenberry). L'impact positif attendu résiderait dans la sécurisation des flux salariaux, l'acculturation aux produits financiers et l'accès potentiel au crédit, favorisant ainsi une discipline financière accrue.

CADRE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

La littérature récente souligne une dualité de résultats. Kabene Siranvu (2025) atteste que la bancarisation a rationalisé la transparence budgétaire et sécurisé les flux, tout en notant la persistance de barrières liées à l'enclavement territorial. Bobo (2023) nuance également la performance de cette réforme, soulignant des impératifs de viabilité et d'efficacité. Sur le plan théorique, Duclos (1998) rappelle que la bancarisation doit permettre aux institutions de mobiliser des ressources stables pour le financement de l'économie.

Le cadre d'analyse confronte les théories classiques de l'intérêt (Vedie, 2011) à la fonction keynésienne de l'épargne ($S = Y - C$) et à la théorie du revenu relatif de Duesenberry. L'enjeu est de lever les divergences doctrinales en les appliquant aux spécificités de Mahagi (faible revenu, méfiance institutionnelle, environnement post-conflit).

OBJECTIFS ET INTERET DE L'ETUDE

L'objectif général est d'évaluer l'efficacité du processus de bancarisation comme instrument de mobilisation de l'épargne publique. Spécifiquement, il s'agit d'examiner les déterminants comportementaux des agents face aux services bancaires et d'identifier les externalités positives de la réforme sur leur patrimoine financier.

La pertinence de cette étude est multidimensionnelle :

1. *Théorique* : Elle enrichit la littérature sur l'inclusion financière en zones fragiles.
2. *Pratique* : Elle offre des indicateurs décisionnels aux banques commerciales pour l'ajustement de leur offre de passifs.

3. *Socio-économique* : Elle participe à la réflexion sur la résilience financière des ménages des agents publics.

APPROCHE METHODOLOGIQUE ET SUBDIVISION

Pour éprouver les hypothèses émises, l'étude adopte une démarche inductive soutenue par une approche comparative. Les investigations empiriques reposent sur une enquête par questionnaire menée auprès d'un échantillon de 170 fonctionnaires (enseignants, agents de la DGM et de la DGRPI) entre 2023 et 2025. Le traitement des données combine l'analyse documentaire, l'entretien libre et les outils de la statistique descriptive.

Le présent travail s'articule autour de trois axes principaux : le cadre matériel et méthodologique (I), la présentation des résultats de l'enquête (II) et, enfin, la discussion critique des résultats au regard des théories monétaires (III).

CADRE MATERIEL ET METHODOLOGIQUE

CADRE MATERIEL

La présente étude s'inscrit dans le contexte géographique et socio-économique du territoire de Mahagi, entité décentralisée de la province de l'Ituri, située en République Démocratique du Congo. Couvrant une superficie de 5.216 km², ce territoire frontalier de l'Ouganda présente des caractéristiques structurelles singulières qui influencent directement les comportements monétaires des agents économiques. L'économie locale est dominée par une activité agricole de subsistance et d'exportation (café, coton, tabac), complétée par une activité halieutique sur le Lac Albert et des échanges commerciaux transfrontaliers intenses. Toutefois, le climat des affaires y demeure précaire, marqué par une dégradation des infrastructures routières, une absence de desserte en énergie électrique et une prépondérance du shilling ougandais dans les transactions courantes, au détriment du franc congolais.



Carte 1 : Délimitation administrative et situation géographique du territoire de Mahagi

Source : Rapport annuel 2024 de l'Administration du Territoire, adapté par l'auteur (2025).

L'insertion de cette cartographie administrative s'avère fondamentale pour l'analyse des dynamiques de bancarisation au sein de l'espace étudié. En illustrant une étendue territoriale de 5 216 km² ainsi qu'une position frontalière stratégique avec la République de l'Ouganda, cet outil visuel met en exergue l'immensité du relief face à la polarisation urbaine des infrastructures bancaires. Cette configuration spatiale permet d'appréhender les contraintes d'asymétrie géographique soulevées dans la problématique, rendant compte des distances structurelles que les agents publics doivent franchir pour accéder à leurs salaires. Dans le prisme de l'économie monétaire, une telle organisation du territoire constitue un déterminant majeur de la préférence pour la liquidité et de la persistance de l'informalité financière en milieu rural.

Sous l'angle de l'inclusion financière, le cadre matériel du territoire de Mahagi se caractérise par une dualité systémique entre mécanismes formels et informels. Malgré un potentiel minier et hydroélectrique significatif, le démantèlement du tissu industriel par les conflits armés successifs a favorisé l'ancrage de pratiques telles que la thésaurisation, complexifiant ainsi la transition vers le circuit bancaire conventionnel. Dans le cadre de la présente recherche, le fonctionnaire est appréhendé selon les dispositions du décret-loi n°017/2002, désignant toute personne exerçant une fonction publique et rétribuée par l'Etat.

Le processus de bancarisation, défini par la diffusion et l’usage des services financiers au sein de la population, constitue le pivot analytique de cette étude. Ce concept permet de mesurer le degré d’intégration des agents dans le circuit monétaire formel, généralement traduit par le taux de bancarisation, lequel établit le ratio entre le nombre de comptes ouverts et la population totale. Dans ce contexte, le salaire perçu, bien que libellé en franc congolais conformément aux prescriptions constitutionnelles de 2006, se heurte à des réalités locales restrictives, notamment l’onérosité de la tarification bancaire et la modicité du revenu disponible face aux impératifs de consommation.

METHODOLOGIE

La démarche scientifique adoptée pour cette recherche repose sur une méthode inductive, privilégiant l'observation des faits empiriques pour aboutir à une généralisation théorique. Cette approche est complétée par une technique comparative, permettant de confronter les réalités observées sur le terrain aux postulats de la théorie monétaire. Comme le souligne Gourieroux (1995), l'impossibilité de mener des expériences contrôlées en économie impose le recours à l'enquête comme mode principal d'obtention des données. Ainsi, un questionnaire structuré a été élaboré et administré pour collecter les informations nécessaires à la vérification des hypothèses.

L’investigation empirique s’est déroulée sur une période triennale, allant de 2023 à 2025. La population d’étude est constituée de 170 fonctionnaires de l’État répartis en trois catégories distinctes : 80 enseignants du cycle secondaire, 45 agents de la Direction Générale des Migrations (DGM) et 45 agents de la Direction Générale des Recettes de la Province de l’Ituri (DGRPI). Ce choix échantillonnal vise à garantir une représentativité des différents corps de métier exposés au processus de bancarisation de la paie. L’interview libre et l’analyse documentaire ont servi de supports qualitatifs pour approfondir la compréhension des comportements financiers des enquêtés.

Pour le traitement et l'analyse des données recueillies, l'étude mobilise les outils de la statistique descriptive. Le recours à l'indice de pourcentage permet de synthétiser les avis des participants concernant l'influence de la bancarisation sur la formation de l'épargne. L'analyse s'articule autour de variables clés telles que le niveau de revenu, la sensibilité aux taux d'intérêt et l'influence de l'environnement socio-économique. Cette rigueur méthodologique, préconisée par Duff (1999), assure la validité du processus de recherche et permet de dégager des conclusions scientifiquement fondées sur l'efficacité de l'intermédiation bancaire en zone rurale.

Une fois le fondement méthodologique et le cadre spatial de Mahagi ainsi circonscrits, il convient d’exposer les évidences empiriques résultant du traitement des données collectées auprès des 170 agents de la fonction publique.

PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE

L’analyse des données recueillies auprès des 170 agents de l’Etat dans la commune de Mahagi permet d’appréhender les dynamiques interactionnelles entre la réforme de la bancarisation et les pratiques financières en milieu rural frontalier. L’étude s’articule autour de deux axes majeurs : l’identification des déterminants de la constitution de l’épargne formelle et l’évaluation de l’impact multidimensionnel de la bancarisation sur le comportement financier des fonctionnaires.

FACTEURS DETERMINANTS DE LA CONSTITUTION DE L'EPARGNE FORMELLE

La perception de l’influence de la bancarisation sur l'accumulation du capital financier révèle une tendance majoritairement positive au sein de l’échantillon. Cette dynamique, synthétisée dans le tableau 1, souligne que l’intégration au circuit bancaire est perçue par 59,41 % des agents comme un levier favorable à l’épargne. Cette proportion atteint un seuil critique de 93,30 % chez les agents de la Direction Générale de Migration (DGM), suggérant que pour les corps de métiers bénéficiant d'une certaine régularité ou structure administrative spécifique, le passage par la banque modifie positivement les anticipations d'épargne.

Tableau 1 : Influence de la bancarisation sur la constitution de l’épargne

| Catégorie d'agents | Positivement (f) | % | Négativement (f) | % | Total (f) | Total (%) |
|--------------------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------|------------|
| Enseignants | 32 | 40 | 48 | 60 | 80 | 100 |
| Agents DGM | 42 | 93,30 | 3 | 6,67 | 45 | 100 |
| Agents DGRPI | 27 | 60 | 18 | 40 | 45 | 100 |
| Total | 101 | 59,41 | 69 | 40,59 | 170 | 100 |

Source : Enquêtes propres de l’auteur, 2025.

Au-delà de la perception globale, l'arbitrage financier des agents repose sur des variables théoriques distinctes. Conformément aux enseignements de Keynes (1936), la présente recherche confirme la primauté du niveau de revenu comme déterminant structurel de l'épargne pour 58,23 % de l'échantillon (Tableau 2). Cette prédominance de l'approche keynésienne est particulièrement marquée chez les enseignants (60 %), pour qui le revenu constitue la contrainte budgétaire principale, limitant les effets de substitution induits par le taux d'intérêt (approche classique) ou les effets de démonstration liés à l'environnement socio-économique (Duesenberry, 1949).

Tableau 2 : Les facteurs motivationnels de la constitution de l'épargne

| Catégorie | Revenu (f) | % | Taux d'intérêt (f) | % | Envir. socio-éco (f) | % | Total (f) | % |
|--------------|------------|--------------|--------------------|--------------|----------------------|--------------|------------|------------|
| Enseignants | 48 | 60 | 20 | 25 | 12 | 15 | 80 | 100 |
| Agents DGM | 26 | 57,78 | 13 | 28,89 | 6 | 13,33 | 45 | 100 |
| Agents DGRPI | 24 | 53,33 | 9 | 20 | 12 | 26,67 | 45 | 100 |
| Total | 99 | 58,23 | 41 | 24,12 | 30 | 17,65 | 170 | 100 |

Source : Enquêtes propres de l'auteur, 2025.

Cette dépendance étroite vis-à-vis du revenu est toutefois tempérée par une réalité salariale précaire. Le tableau 3 met en évidence que 74,12 % des fonctionnaires jugent leur rémunération dérisoire, un sentiment qui culmine à 76,25 % chez le personnel enseignant. Dans ce contexte, l'épargne ne résulte pas d'un surplus de richesse, mais plutôt d'une gestion de la rareté. Cette situation est exacerbée par une politique de rémunération de l'épargne jugée "très faible" par 48,82 % des répondants (Tableau 4), particulièrement chez les agents DGM (86,67 %), réduisant ainsi l'attractivité des produits financiers formels au profit de la thésaurisation ou de l'épargne informelle.

Tableau 3 : Appréciation du salaire par les fonctionnaires de l'Etat

| Catégorie | Dérisoire (f) | % | Moyen (f) | % | Total (f) | % |
|--------------|---------------|-------|-----------|-------|-----------|-----|
| Enseignants | 61 | 76,25 | 19 | 23,75 | 80 | 100 |
| Agents DGM | 31 | 68,89 | 14 | 31,11 | 45 | 100 |
| Agents DGRPI | 34 | 75,56 | 11 | 24,44 | 45 | 100 |
| Total | 126 | 74,12 | 44 | 25,88 | 170 | 100 |

Source : Enquêtes propres de l'auteur, 2025.

Tableau 4 : Appréciation du taux d'intérêt créditeur (rémunération de l'épargne)

| Catégorie | Très faible (f) | Faible (f) | Moyen (f) | Au-dessus (f) | Total (f) |
|--------------|-----------------|-------------|-------------|---------------|-----------|
| Enseignants | 32 (40%) | 12 (15%) | 24 (30%) | 12 (15%) | 80 |
| Agents DGM | 39 (86,67%) | 4 (8,89%) | 2 (4,44%) | 0 (0%) | 45 |
| Agents DGRPI | 12 (26,67%) | 15 (33,33%) | 9 (20%) | 9 (20%) | 45 |
| Total | 83 (48,82%) | 30 (17,65%) | 36 (21,18%) | 21 (12,35%) | 170 |

Source : Enquêtes propres de l'auteur, 2025.

Parallèlement, la structure des coûts de transaction influence l'usage des services bancaires. Bien que 37,05 % des participants estiment les frais bancaires moindres (Tableau 5), notamment les agents de la DGM (84,44 %), une part significative du personnel enseignant (35 %) et des agents de la DGRPI (53,33 %) les perçoivent comme élevés ou très élevés. Ces disparités de perception reflètent les asymétries d'information et les variations de l'offre de services entre les différentes institutions bancaires opérant à Mahagi.

Tableau 5 : Appréciation des frais bancaires (coûts de transaction)

| Catégorie | Moindre (f) | Moyen (f) | Élevé (f) | Très élevé (f) | Total (f) |
|--------------|-------------|-------------|-------------|----------------|-----------|
| Enseignants | 24 (30%) | 20 (25%) | 8 (10%) | 28 (35%) | 80 |
| Agents DGM | 38 (84,44%) | 4 (8,89%) | 3 (6,67%) | 0 (0%) | 45 |
| Agents DGRPI | 0 (0%) | 21 (46,67%) | 24 (53,33%) | 0 (0%) | 45 |
| Total | 63 (37,05%) | 44 (25,89%) | 35 (20,59%) | 28 (16,47%) | 170 |

Source : Enquêtes propres de l'auteur, 2025.

EVALUATION DE L'IMPACT ET DES AVANTAGES DE LA BANCARISATION

En dépit des contraintes monétaires, la réforme de la paie par voie bancaire bénéficie d'une adhésion institutionnelle notable. Le tableau 6 indique que 60,59 % des enquêtés considèrent le processus comme globalement satisfaisant, une approbation qui atteint 73,33 % au sein de la DGRPI. Cette acceptation sociale de la réforme suggère que les bénéfices extra-monétaires perçus l'emportent sur les désagréments opérationnels initiaux.

Tableau 6 : Appréciation globale du processus de bancarisation

| Catégorie | Bon (f) | % | Mauvais (f) | % | Total (f) | % |
|--------------|---------|-------|-------------|-------|-----------|-----|
| Enseignants | 52 | 65 | 28 | 35 | 80 | 100 |
| Agents DGM | 18 | 40 | 27 | 60 | 45 | 100 |
| Agents DGRPI | 33 | 73,33 | 12 | 26,67 | 45 | 100 |
| Total | 103 | 60,59 | 67 | 39,41 | 170 | 100 |

Source : Enquêtes propres de l'auteur, 2025.

L'analyse multidimensionnelle des avantages de la bancarisation (Tableau 7) révèle que la sécurité des revenus constitue le bénéfice le plus tangible pour 52,94 % des agents. Cette perception est dominante chez les enseignants (60 %), pour qui le circuit bancaire offre un rempart contre les aléas du transport de fonds et les ponctions illicites. L'accès au crédit bancaire, cité par 24,71 % de l'échantillon, et le renforcement de la discipline financière (22,35 %) complètent le spectre des effets positifs. Ces résultats démontrent que la bancarisation agit moins comme un levier de constitution d'une épargne de surplus que comme un instrument de sécurisation et de planification de la consommation pour les fonctionnaires du territoire de Mahagi.

Tableau 7 : Les avantages perçus de la bancarisation

| Catégorie | Sécurité (f) | % | Accès Crédit (f) | % | Discipline (f) | % | Total (f) |
|--------------|--------------|-------|------------------|-------|----------------|-------|-----------|
| Enseignants | 48 | 60 | 24 | 30 | 8 | 10 | 80 |
| Agents DGM | 21 | 46,67 | 6 | 13,33 | 18 | 40 | 45 |
| Agents DGRPI | 20 | 44,44 | 13 | 28,89 | 12 | 26,67 | 45 |
| Total | 90 | 52,94 | 42 | 24,71 | 38 | 22,35 | 170 |

Source : Enquêtes propres de l'auteur, 2025.

DISCUSSION CRITIQUE DES RESULTATS AU REGARD DES THEORIES MONETAIRES

L'analyse des données empiriques recueillies auprès des fonctionnaires du territoire de Mahagi révèle une dynamique complexe où l'innovation institutionnelle se heurte aux rigidités structurelles de l'économie locale. La perception majoritairement positive de la bancarisation (59,41 %) suggère que la réforme de la paie a amorcé une mutation des comportements financiers, particulièrement au sein de la Direction Générale des Migrations (DGM) où le taux d'adhésion culmine à 93,30 %. Toutefois, cette transition vers le système formel ne traduit pas nécessairement une accumulation de capital. Au regard de la théorie keynésienne, l'épargne est définie comme un résiduel, soit la fraction du revenu qui n'est pas consacrée à la consommation immédiate selon la relation $S=Y-C$ (Capul et al., 2013). Pour 58,23 % des agents enquêtés, le niveau de revenu demeure le déterminant primordial de leur capacité de mise en réserve. Or, le fait que 74,12 % de l'échantillon qualifie sa rémunération de « dérisoire » (un sentiment exacerbé chez les enseignants à 76,25 %) souligne une contradiction fondamentale : si la bancarisation offre le canal technique de l'épargne, l'étranglement de l'assiette salariale en hypothèque la viabilité économique.

La confrontation des résultats avec les postulats de l'école classique met en exergue l'inefficience du taux d'intérêt comme levier de mobilisation de l'épargne à Mahagi. Alors que la théorie classique postule une corrélation positive entre le taux d'intérêt créditeur et le volume des dépôts (Vedie, 2011), seuls 24,12 % des fonctionnaires locaux se disent sensibles à cette variable. Cette faible réactivité s'explique par une perception critique des conditions bancaires : 48,82 % des répondants jugent la rémunération des dépôts « très faible ». Dans un environnement marqué par une inflation latente et une prépondérance de devises étrangères comme le shilling ougandais, le coût d'opportunité de la détention de monnaie scripturale en francs congolais devient prohibitif. Comme le souligne Mukundi (2018), l'atrophie de l'intermédiation financière en RDC est souvent alimentée par une tarification déconnectée des réalités des agents à faible revenu. A Mahagi, l'épargne ne répond pas à une logique d'optimisation du rendement financier, mais plutôt à une stratégie de sécurisation des flux, citée par 52,94 % des agents comme l'avantage principal de la réforme.

Enfin, l'influence de l'environnement socio-économique et des habitudes de consommation, théorisée par Duesenberry à travers l'effet de revenu relatif, ne semble concerner que 17,65 % des enquêtés. Cette faible proportion suggère que dans une zone de précarité et de post-conflit, les comportements d'imitation sont supplantés par des impératifs de survie. La

bancarisation, bien qu'appréciée par 60,59 % des participants pour la discipline financière qu'elle impose (22,35 %), peine à s'ériger en vecteur de croissance patrimoniale. La dualité observée entre la satisfaction institutionnelle (notamment à la DGRPI avec 73,33 %) et la faiblesse des dépôts formels confirme les analyses de Nzoimbengene (2024) sur les limites de l'inclusion financière sans amélioration préalable du pouvoir d'achat. En définitive, si la réforme a rationalisé la chaîne de dépense et évincé les agents fictifs (Kabene Siranvu, 2025), son impact sur la formation du capital reste marginalisé par le caractère de subsistance des revenus et l'onérosité perçue du système bancaire.

CONCLUSION

Au terme de cette investigation portant sur l'articulation entre la bancarisation de la paie et la constitution de l'épargne formelle en territoire de Mahagi, il ressort que l'innovation institutionnelle de la chaîne de dépense publique produit des effets contrastés au sein de l'économie locale. La recherche confirme l'hypothèse d'une influence positive de la réforme sur l'intégration financière technique, attestée par un taux de satisfaction global de 60,59 % et une adhésion quasi totale au sein de certains corps de métiers, notamment les agents de la Direction Générale des Migrations à hauteur de 93,30 %. Cependant, cette réussite opérationnelle, principalement portée par la sécurisation des flux salariaux pour 52,94 % des enquêtés, ne se traduit pas par une mobilisation substantielle de l'épargne, invalidant ainsi partiellement l'hypothèse d'une accumulation de capital induite par le simple canal bancaire.

L'analyse des déterminants monétaires révèle un ancrage profond des comportements financiers dans la logique keynésienne du revenu résiduel. En effet, 58,23 % des fonctionnaires identifient le niveau de rémunération comme le facteur limitant de leur capacité de mise en réserve, tandis que 74,12 % de l'échantillon qualifie le salaire perçu de dérisoire. Ce constat met en exergue une corrélation directe entre l'étrécissement de l'assiette salariale et la faiblesse des dépôts formels, rendant les variables classiques, telles que le taux d'intérêt créditeur, inopérantes pour 48,82 % des agents qui jugent la rémunération des dépôts très faible. En conséquence, la bancarisation en zone post-conflit et transfrontalière agit davantage comme un instrument de sécurisation et de discipline financière que comme un moteur de croissance patrimoniale.

En définitive, l'atteinte des objectifs de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière à l'horizon 2028 nécessite un dépassement de la simple approche technique de la bancarisation. Les résultats de cette étude suggèrent que l'efficacité de l'intermédiation financière reste tributaire d'un ajustement structurel du pouvoir d'achat et d'une révision de la tarification des services bancaires, perçue comme onéreuse par une part significative des usagers. Pour le territoire de Mahagi, la transformation de l'épargne résiduelle en investissement productif passe impérativement par une politique monétaire et salariale adaptée aux réalités des économies rurales, où la préférence pour la liquidité demeure exacerbée par la précarité des revenus et les asymétries infrastructurelles.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Bobo, B. (2023). Évaluation de la performance de la réforme de la bancarisation de la paie des agents de l'État en RDC. Éditions Universitaires Européennes.
2. Capul, J.-Y., & Garnier, O. (2013). Dictionnaire d'économie et de sciences sociales. Hatier.
3. Duesenberry, J. S. (1949). *Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior*. Harvard University Press.
4. Duff, L. R. (1999). *Méthodologie de la recherche en sciences de gestion*. Pearson Education.
5. Gourieroux, C. (1995). *Statistique et modèles économétriques*. Économica.
6. Kabene Siranvu, A. (2025). La bancarisation du paiement des salaires des fonctionnaires en RDC : Bilan et perspectives. *Journal de l'Économie Congolaise*, 12(1), 45-68.
7. Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Palgrave Macmillan.
8. Mukundi, M. (2018). *Système bancaire congolais et défis de la bancarisation*. Presses Universitaires de Kinshasa.
9. Mukundi, M. (2022). *Dynamisme bancaire et financement de l'économie en Afrique Centrale*. L'Harmattan.
10. Nzoimbengene, P. (2024). *Inclusion financière et stabilité du système financier en République Démocratique du Congo*. [Rapport de recherche]. Ministère des Finances / Banque Centrale du Congo.
11. Nzoimbengene, P., et al. (2024). *Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) 2023-2028 : Vers une transformation du paysage financier congolais*. Rapport technique officiel.
12. Territoire de Mahagi. (2024). *Rapport annuel 2024 de l'Administration du Territoire*. Secrétariat administratif territorial.
13. Védie, H.-L. (2011). *Introduction à l'économie*. Dunod.